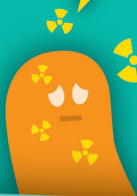


ON A TOU-TE-S UNE BONNE RAISON DE S'OPPOSER AU NUCLÉAIRE !



Vivre en bonne santé, respecter les droits humains, préserver l'environnement, faire des économies... on a tou-te-s une bonne raison d'être anti-nucléaire. Et vous ?

POUR MA SANTÉ



L'industrie nucléaire génère un cocktail de substances radioactives à chaque étape de la filière. Directement exposés

aux radiations, les travailleurs de l'énergie atomique et les victimes d'accidents nucléaires sont les premiers à payer le prix de ce mode de production. Mais **nous sommes tou-te-s concerné-e-s** ! Car la pollution émise par l'industrie nucléaire en fonctionnement normal reste dangereuse pour la santé de chacun-e. Cancers, malformations, stérilité... la liste des pathologies consécutives à une exposition aux rayonnements, même à faible dose, fait froid dans le dos.

De Tchernobyl à Fukushima, les accidents nucléaires sont toujours synonymes de catastrophe écologique. Les sols, les nappes phréatiques, l'air... c'est tout l'éco-système qui restera contaminé pour des milliers d'années... En France, Areva et EDF **sont autorisés à rejeter des effluents radioactifs dans la nature**, et malgré les contrôles mis en place, ils sont régulièrement supérieurs à la norme. De l'extraction de l'uranium à la gestion des déchets, l'industrie nucléaire contamine de manière irréversible la faune et la flore.

POUR L'ENVIRONNEMENT



POUR MA SÉCURITÉ



Parmi les 58 réacteurs français, les deux tiers ont plus de 30 ans et n'ont pas été conçus pour résister à certaines menaces (terrorisme, changement climatique...). **Le nombre d'incidents a augmenté de 67 % entre 2000 et 2013**. Quant aux déchets, qui resteront radioactifs pendant des milliers d'années, le lobby nucléaire voudrait les enfouir sous terre : un projet éminemment dangereux qui comporte de nombreux risques, notamment d'explosion. Comment, dans ces conditions, **hypothéquer sciemment l'avenir de nos enfants** en compromettant leur sécurité pour plusieurs générations ?

POUR L'ÉCONOMIE

Actuellement très endettée, la filière nucléaire s'est pourtant engagée dans des chantiers extrêmement coûteux sur ses réacteurs, (normes post-Fukushima, grand carénage) estimés à **250 milliards d'euros**. Le projet d'enfouissement des déchets radioactifs prévu à Bure devrait pour sa part coûter au moins **36 milliards d'euros**. Des sommes colossales, sans compter qu'EDF n'a ni provisionné ni chiffré le démantèlement des réacteurs. Le choix de **la poursuite du nucléaire est une option économiquement absurde qui nous mène vers la faillite assurée !**



Le nucléaire n'est pas une énergie propre, encore moins une alternative aux énergies fossiles. Pour réduire les émissions de gaz à effet de serre tout en respectant l'environnement, il faut entamer une transition énergétique, avec les renouvelables, et sans le nucléaire. Avec une gestion qualifiée de «fuite en avant» par la Cour des Comptes, **l'industrie nucléaire englutit les investissements et gâche les opportunités qu'offrent les énergies alternatives**. Pourtant, la transition vers le 100 % renouvelable est économiquement viable : **elle créerait, d'ici 2030, plus de 700 000 emplois.**

POUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE



POUR LA DÉMOCRATIE

Étroitement lié au développement du nucléaire militaire et donc en partie **responsable de la prolifération des armes de destruction massive**, le programme nucléaire civil reste très opaque. Depuis sa création par des ingénieurs de l'École des Mines et une poignée de décideurs au sommet de l'État, le programme nucléaire français n'est pas débattu. **Ni les députés, ni les citoyens n'ont voix au chapitre en matière de choix énergétiques**. Cette absence de consultation des citoyens est un véritable déni de démocratie.



100% de l'uranium utilisé dans nos centrales vient de l'étranger. En plus d'être polluante, l'extraction minière est souvent synonyme de compromissions morales. L'État et les multinationales s'ingèrent dans la politique des pays étrangers et **signent des contrats qui reproduisent les rapports de colonisation**. Lors de l'octroi de concessions minières, les populations autochtones sont mises à l'écart et dans les mines, les conditions de travail sont déplorables. **L'exploitation minière devient alors synonyme d'exploitation humaine.**

POUR LES DROITS HUMAINS

